



“Défense” française: intégration dans l’Europe et dans l’Otan, soutien à une intervention en Iran?

Par [Danielle Bleitrach](#)

Mondialisation.ca, 17 juin 2008

17 juin 2008

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [L'IRAN](#)



Nicolas Sarkozy avec les troupes françaises à Kaboul le 22 décembre 2007

Source de la photo: archives de l'AFP

Défense: Sarkozy supprime des effectifs pour financer l’achat d’équipements, et pour mieux aller vers une défense européenne intégrée à l’OTAN . Il a présenté le mardi 17 juin devant quelque 3000 personnels des armées, des forces de sécurité intérieure et de la sécurité civile le Nouveau livre blanc définissant les orientations de la Défense pour les 15 années à venir. De la part du Président le plus atlantiste et le plus pro-israélien que la France ait connu que peut-on attendre ?

Le discours que Nicolas Sarkozy a tenu conforte les pires craintes quant à l’appui qu’il pourrait être conduit à apporter aux Israéliens et aux Étatsuniens dans l’attaque de l’Iran.

L’opposition entre Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy s’était exaspérée quand le dernier alors ministre des finances avait voulu réduire les crédits militaires. On attendait donc du livre blanc une réduction drastique des crédits militaires, les caisses vides pour cause de prodigalité au patronat ne pouvant théoriquement que consacrer ces restrictions budgétaires. Il n’en sera rien, certes Nicolas Sarkozy va réduire les effectifs et il envisage la suppression de 54.000 postes mais il continue à financer largement l’équipement. L’État français consacrera 377 milliards d’euros (618 milliards \$ CAN) à son armée jusqu’en 2020, avec un effort accru en matière de crédits d’équipements, ce qui ne peut manquer de réjouir ses amis de l’industrie de l’armement qui sont par une étrange spécificité française propriétaires des médias, Dassault et Lagardère. Mais pour comprendre la logique de ce livre blanc il faut non seulement mesurer le pactole qui va tomber dans les caisses de l’industrie de l’armement, mais également comprendre comment l’armée française va être intégrée à une défense européenne, elle-même totalement intégrée à l’OTAN, donc aux États-Unis.

Le précédent Livre blanc remontait à 1994. Il présentait déjà une évolution importante par rapport à la position qui avait été celle du Général De Gaulle. Sous De Gaulle, la France avait fait alors le choix de la dissuasion nucléaire face à l’Union soviétique. Il ne s’agissait pas de gagner une guerre mais de l’empêcher en allant y compris jusqu’à sa propre destruction. C’est pourquoi la nation devait rester maître de ce choix fondamental. Et à la différence de la Grande-Bretagne, la France marquait alors son indépendance de commandement vis-à-vis des États-Unis. En décidant, en mars 1966, de se retirer du commandement intégré de l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (Otan), le général

de Gaulle avait opté pour l'indépendance de la dissuasion nucléaire française vis-à-vis de l'Alliance. Ce retrait du Commandement n'a été remis en cause par aucun des successeurs du Général De Gaulle jusqu'à Nicolas Sarkozy qui l'a envisagé très clairement. Et qui a répété ce choix devant 3000 cadres de l'armée.

C'est une évolution qui prend désormais des allures de rupture. Au nom de la dissuasion, le premier Livre blanc de 1972, sous le président Georges Pompidou, combinait la spécificité française dans l'Alliance atlantique et sa position militaire dans la guerre froide face à la menace soviétique en développant ce poids des industries de l'armement. Si l'on excepte les opérations en francAfrique qui sont des interventions classiques, l'armée française se développe selon cette logique d'accumulation d'investissements dans les équipements, qui va la conduire à l'armée de métier mais aussi peu à peu passer du défensif à l'offensif.

Le privilège accordé à la dissuasion nucléaire dans les dépenses budgétaires s'est exercé à partir du choix gaullien en partie aux dépens de l'armée de terre. De fait une bonne part du budget militaire est passé sous l'autorité directe du président de la République et relève du secret de la défense.. Une industrie nationale de défense se développe avec des barons, en particulier Dassault, le grand maître d'oeuvre des Mirages, puis du Rafale mais aussi patron de presse, comme Lagardère, le poids de ce complexe industrialo-médiatique pèse de plus en plus sur les orientations françaises, son poids en matière de Défense mais aussi de politique grandit et ce n'est un secret pour personne que tout ce beau monde vit assez mal la position française de refus de l'engagement aux côtés des États-Unis dans l'invasion de l'Irak. Donc plutôt de tenter de voir en Sarkozy le maître d'oeuvre d'une nouvelle politique, il serait peut-être intéressant de voir quelles sont les forces en France mais aussi aux États-Unis qui se sont donné les moyens d'avoir un Sarkozy à la tête de la France. Ces forces se sont développées non seulement sous la droite, mais l'élection de Mitterrand a coïncidé avec une nouvelle vague de nationalisations, suivies de privatisations après que l'État ait rendu les nouvelles multinationales encore plus rentables, des fortunes sont nées de ces opérations juteuses.

Des expéditions coalisées à la fin de la guerre froide vont accélérer cette évolution, la guerre du Golfe de 1991 est l'occasion de révisions. Sans revenir fondamentalement sur le concept de dissuasion nucléaire, le Livre blanc sur la défense de 1994 déjà remet l'accent sur la notion de projection des forces à l'extérieur. C'est de plus en plus la fin du nucléaire dissuasif, avec l'arrêt du missile sol-sol tactique Hadès, des essais nucléaires après une dernière campagne de tirs décidée par le président Chirac lors de son premier mandat, la fermeture du centre d'essais du Pacifique, le passage à la simulation ou encore le démantèlement des missiles sol-sol stratégiques du plateau d'Albion. En revanche et cela sera dévoilé par le président Chirac dans son discours de Brest on passe à un nucléaire offensif avec équipement des rafales (toujours Dassault) et on se prononce pour une intégration européenne.

Selon le livre blanc présenté en juin 2008, les crédits d'équipement augmenteront pour passer de 15,5 milliards d'euros par an aujourd'hui en moyenne à 18 milliards d'euros d'ici 2020.

Objectif: être capable à terme de déployer, en six mois et pour une durée d'un an, 30 000 hommes à 7000 ou 8000km de la France, et de mobiliser 10 000 hommes sur le territoire national en cas de crise majeure. On ne peut pas accuser Nicolas Sarkozy de rompre avec son prédécesseur. Dans son discours de Brest en 2005, Jacques Chirac avait montré dans l'indifférence générale comment on était passé d'un nucléaire défensif qui était celui du

Général De Gaulle, à un nucléaire offensif avec rafales équipées de tête nucléaire et porte avion, sans parler des sous-marins qui pouvaient à chaque moment avoir-il expliqué tirer sur n'importe quelle ville du monde. La logique de cette armée de métier que dessine le livre blanc reste la même, c'est une armée qui est dirigée vers l'extérieur et dont tous les moyens sont prévus pour aller prendre sa place dans les coalitions de l'OTAN et des États-Unis. C'est une armée qui va offrir ou prétend offrir à l'Europe la capacité nucléaire française.

Dans cette logique l'armée devra disposer d'ici 2020 de 300 avions de combat opérationnels (Rafale et Mirage 2000 modernisés), d'un porte-avions (la décision sur le second porte-avions a été reportée à 2011-2012 pour des raisons budgétaires), de 18 frégates, six sous-marins nucléaire d'attaque et quatre sous-marins lanceurs d'engins.

Pourtant, nous garantit Nicolas Sarkozy, le budget des armées, lui, n'augmentera guère: sur la période 2009-2011, il sera maintenu au niveau de l'inflation, puis progressera de 1 pour cent chaque année en plus de l'inflation à partir de 2012. Résultat: l'effort de défense représentera 2 pour cent du PIB en 2020, contre 2,3 pour cent aujourd'hui. Car Nicolas Sarkozy entend financer l'effort d'équipement par une réduction des effectifs militaires: 54 000 postes civils ou militaires seront supprimés en six ou sept ans. Au total, l'armée comptera à terme 224 000 hommes contre 271 000 aujourd'hui. L'armée de terre subira une réduction de 17 pour cent de ses effectifs pour atteindre 130 600 hommes, l'aviation de 24 pour cent avec 50 000 hommes et la Marine de 11 pour cent avec 44 100 hommes. Sont essentiellement visés les services de soutien et de logistique, qui mobilisent 60 pour cent des effectifs actuellement, les 40 pour cent restants appartenant aux unités opérationnelles. Nicolas Sarkozy entend inverser ce rapport. Ce qui renforce la logique d'une armée offensive, d'intervention. Même si dans son discours de Cherbourg de novembre dernier le chef de l'État a insisté sur le caractère défensif, tout va dans un sens contraire.

D'ici 2020, la France va en effet doubler le budget consacré au renseignement spatial, qui passera à environ 700 millions d'euros par an. De nouveaux moyens seront aussi consacrés à l'achat de drones de surveillance. Un "conseil national du renseignement" sera par ailleurs créé, avec un "coordinateur national du renseignement" placé auprès du président de la République. Ces orientations seront déclinées dans le cadre de deux lois de programmation militaire pour la période 2009-2014, puis pour 2012-2017. La première doit être bouclée d'ici fin juillet pour une présentation au Parlement "mi-septembre", selon l'Élysée.

Cette avancée au pas de course est bien nous dira-t-on dans la logique de l'hyperactif président, mais elle est surtout destinée à imposer une situation irréversible d'intégration européenne et de retour dans le commandement de l'OTAN, une logique d'expédition, pour défendre non pas le pays, mais "les intérêts" français dans le monde, c'est-à-dire des intérêts de plus en plus intégrés aux multinationales financiarisées.

Le Livre blanc sera quant à lui examiné mercredi en conseil des ministres, puis présenté devant les parlementaires le 26 juin par le Premier ministre François Fillon. *"Nous savons que nous pouvons financer ce programme. Ce sont des objectifs qui sont tenables et donc qui seront tenus"*, assure-t-on dans l'entourage de Nicolas Sarkozy. Nul doute qu'ils le seront fut-ce au prix de notre santé et de l'éducation de nos enfants.

On dépeint la logique néolibérale, qui a présidé aux avatars des traités constitutionnels européens, comme un démantèlement de l'État. On mesure bien que le capital sous sa forme impérialiste, celui de la concurrence entre multinationales dans le pillage des

ressources de la planète a plus que jamais besoin de l'État. Il a besoin de l'État pour imposer aux peuples des politiques qui les spolient, il a besoin de l'État pour ses budgets militaires, pour éponger les pertes des jeux financiers. Il a même besoin d'une forme supra-étatique sur laquelle le citoyen n'a plus prise. L'évolution de l'armée française va entièrement dans ce sens, celui de l'agressivité impérialiste sous commandement des États-Unis.

Si l'Irlande a dit NON, c'est pour une bonne part parce que ce pays tient à son statut de neutralité, et que sachant les projets de la présidence française, les Irlandais ne voulaient pas se retrouver dans des politiques aventurières.

Le Livre blanc confirme en effet la volonté de la France d'oeuvre dans le même temps à un renforcement de la politique de Défense européenne -l'objectif étant de disposer d'une capacité européenne de 60 000 hommes déployables sur un théâtre éloigné pendant un an- et à un retour sous condition de la France dans le commandement intégré de l'OTAN

Les scénarios d'intervention qu'on reçus les journalistes laissent rêveur: ainsi il y a celui où un pays (qui ne peut être que l'Iran ou la Russie) serait susceptible de vouloir *"tester la solidarité au sein de l'OTAN"*:

"Une invasion déclenchant le mécanisme de solidarité de l'Alliance paraît peu probable dans les 15 années à venir. En revanche, dans le cadre d'une affirmation de puissance ou d'intérêts, des pays riverains ou à portée de membres de l'Alliance peuvent être tentés de tester les limites de la solidarité en adoptant des modes de confrontation indirecte: déstabilisation régionale, attaque ponctuelle, menace d'emploi de missiles, campagne terroriste... Quel qu'en soit l'auteur, le risque d'une action limitée débouchant sur une erreur de calcul stratégique impliquant l'Alliance ne peut être négligée."

ou encore ... / Engagement de la France dans un conflit régional majeur.

" Dans un tel scénario, la décision d'engagement de la France résulterait d'une atteinte directe à des intérêts stratégiques et serait conçue d'emblée dans un cadre multinational. Ce scénario est déterminant pour définir le volume et les capacités d'action des armées."

"Ce scénario ne conduirait pas forcément à une opération massive, unique, mais pourrait se développer en un ensemble d'opérations très diversifiées (de l'évacuation des ressortissants à l'opération de paix en passant par toute la gamme des opérations spéciales ou des frappes ciblées) contribuant à l'action majeure ou la couvrant. Il pourrait nécessiter la sécurisation du trafic maritime dans des zones sensibles (détroits en particulier)".

Ce dernier point fait évidemment penser à l'éventualité d'une guerre multinationale contre l'Iran ...

Le discours de Nicolas Sarkozy ne peut que conforter nos craintes après les propos du Premier ministre israélien, ceux de G.W.Bush à Londres, les déclarations du chef d'État français désignent également l'Iran, voici ce qu'en rapporte le Nouvel Observateur en ligne.

Nicolas Sarkozy promettant qu'une réintégration de la France dans le commandement intégré de l'Alliance atlantique ne se fera que ***"si au préalable il y a un progrès de l'Europe de la défense"***(le président se gardant bien de préciser quel progrès il attend, surtout après le rejet irlandais de ce traité de Lisbonne qui devait justement être le cadre institutionnel de cette relance.). Et là on découvre ce qui n'a jamais été dit par la presse française aux mains des marchands d'arme que le Traité de Lisbonne devait favoriser « une

Europe de la défense » que l'Irlande a refusée.

Mais il y a un point qui passera peut-être inaperçu et qui me semble pourtant mériter une attention toute particulière.

C'est ce que Nicolas Sarkozy a dit et ce qu'il a sous-entendu concernant l'Iran.

Le chef de l'État a, en effet, insisté sur la nécessité de "recentrer" notre présence militaire à l'étranger "*sur nos zones d'intérêt stratégique*" et à ce propos il a mentionné les accords qu'il a passés avec les Émirats Arabes Unis et donc l'ouverture de la base française à **Abou Dhabi**, située en face des côtes iraniennes.

Quelques minutes plus tard, il a justement parlé de la République islamique en disant que "*la crise iranienne était la première menace qui pèse sur le monde*".

En fait, l'Iran est le seul pays étranger - en dehors de l'allié américain - que le chef de l'État a mentionné au cours de son discours sur la Défense - le seul.

S'agit-il d'une simple gesticulation visant à faire pression sur Téhéran au moment où les leaders iraniens viennent une nouvelle fois de refuser une proposition des six?

Ou est-ce déjà une préparation psychologique de l'opinion française à d'éventuelles frappes américaines et/ou israéliennes que la France soutiendrait en se chargeant, par exemple, de contrôler une partie du Golfe persique à partir notamment de sa base d'Abou Dhabi?

Il est peu probable que ces projets bellicistes rencontrent une véritable opposition, dans l'état de délabrement politique où en est la représentation nationale, les véritables protestations seront celles des députés maires qui protesteront contre les fermetures de casernes en France. Le Livre blanc prévoit simplement que "les territoires qui seront touchés par les mesures de restructuration bénéficieront d'un accompagnement économique". "Cela va être difficile et ça va demander beaucoup d'engagement de l'État", dit-on à l'Élysée. Mais on peut craindre que la bronca se limite là et qu'en particulier les socialistes se taisent dans la mesure où ils sont atlantistes, pro-européens jusqu'à la forfaiture. Ils se réjouiront sans doute de cette avancée d'une défense européenne et du retour programmé de la France dans le commandement de l'OTAN. On imagine mal par exemple Ségolène Royal qui est capable de refuser le nucléaire civil aux iraniens protester contre la logique d'une armée française qui confirme sa spécialisation dans le nucléaire et le renseignement spatial pour complaire à ses marchands qui sont aussi les amis de Sarkozy.

C'est face à ce genre de situation que l'on mesure à quel point la destruction systématique des organisations, parti communiste, syndicats, laisse aujourd'hui le peuple français démuné. Il faudrait une force politique capable de mobiliser contre ces projets en cours de réalisation. Aujourd'hui où en France, l'on assiste à des manoeuvres d'appareil autour de la constitution d'une force politique dite vraiment à gauche, d'extrême-gauche, anticapitaliste, communiste, j'en passe et des meilleures, il est clair que l'urgence pour un véritable Parti Communiste serait de s'opposer aux dangereux projets du Président. Il faudrait rassembler les Français autour non seulement d'un mouvement de la paix qui refuserait les aventures, mais également autour d'une autre conception de la DEFENSE NATIONALE.

Voilà encore un des enjeux essentiels du prochain congrès du PCF, en sera-t-il seulement question ?

Pourtant peut-il exister un parti communiste, des communistes, à qui soit devenue étrangère la question de la paix et de la guerre, qui puissent dans ces temps où se multiplient les émeutes de la faim se désintéresser de la réponse que la France va apporter aux pays qui tentent d'aller vers le développement : la guerre, la menace nucléaire. Que le budget de la France fasse toujours plus pression sur des dépenses indispensables aux citoyens pour toujours donner plus aux trusts de l'armement entre autres ? Avons-nous abandonné la grande revendication d'un monde sans arme et sans guerre, pire acceptons-nous de substituer à une légitime défense nationale l'offensive impérialiste nucléaire ?

Nous ne pouvons pas continuer comme cela, il est des questions incontournables, la sortie de l'Europe, notre conception des relations internationales basées sur des coopérations mutuellement avantageuses, une politique de paix, une réorientation de nos priorités, c'est cela que l'on attend des communistes. Pour le moment je ne vois rien qui annonce cela et je ne peux croire que ces questions pourtant simples soient à ce point ignorées.

Article également publié sur le site de [WordPress](#).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Danielle Bleitrach](#), Mondialisation.ca, 2008

Articles Par : [Danielle Bleitrach](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca